

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Herausgeber: [s.n.]
Band: 26 (2019)
Heft: 3: Entreprises, institutions, territoires = Unternehmen, Institutionen, Territorien

Buchbesprechung: Allgemeine Buchbesprechungen = Comptes rendus généraux

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 01.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Allgemeine Buchbesprechungen

Comptes rendus généraux

Rebekka von Mallinckrodt, Angela Schattner (dir.)
Sports and Physical Exercise in Early Modern Culture
New Perspectives on the History of Sports and Motion

London, New York, Routledge, 2016, \$ 252.–

Les sports et les activités physiques, avant 1800, ont souvent été cantonnés à une sorte de préhistoire du sport moderne définissant ce dernier, par un raisonnement souvent circulaire, comme radicalement différent (Guttmann). L'ouvrage, qui rassemble 12 articles d'universitaires majoritairement allemands ou germanophones, mais qui ont fait le choix d'écrire en anglais, contribue, dans la lignée de Krüger ou de McClelland, à la promotion d'une vision alternative de ces activités physiques. L'introduction des deux directrices de l'ouvrage présente clairement les enjeux historiographiques de cette contribution à l'histoire du sport prémoderne. Sans chercher à donner une définition polémique du sport, les articles rassemblés dans l'ouvrage traitent de formes compétitives ou non, mais considérées comme des activités physiques volontaires. Les contributions embrassent l'ensemble de la période moderne – de la Renaissance aux sociabilités des Lumières et un peu au-delà – incitant à surmonter les ruptures historiographiques classiques, notamment la thèse d'un déclin au XVII^e siècle. Enfin, les auteures ne se contentent pas d'examiner les discours promouvant ou réglementant le sport, mais retracent les pratiques sportives des différentes classes sociales.

Plusieurs concepts, essentiels dans les débats sur la modernisation des sports,

se dévoilent au cours des contributions. Les jeux de balle sont présentés par W. Behringer comme un cas emblématique de «sportification» avec la diffusion internationale de jeux populaires récupérés par l'aristocratie et transcendant les barrières confessionnelles, notamment entre Italie et Saint-Empire. Selon S. Gunn et T. Gromelski, les enquêtes judiciaires à l'occasion d'accidents mortels permettent de dépasser les faiblesses d'une histoire de la réglementation pour aborder les configurations pratiques d'une large palette d'activités. La lecture rappelle les lettres de rémission françaises et les suppliques de la Pénitencerie, mais la bibliographie reste centrée sur l'Angleterre du XVI^e siècle. A. Schattner amplifie les contributions précédentes à travers une esquisse, appuyée sur la sociologie de l'espace (M. Löw) et l'historiographie récente germanophone des lieux de sociabilité, de la localisation des activités sportives aux XVI^e et XVII^e siècles en Angleterre.

La deuxième partie s'attelle à la commercialisation et à la professionnalisation du sport. C. Jaser présente la topographie et le contexte socioculturel de la mode du jeu de paume à Paris. La densité des jeux de paume en ville et l'activité économique et immobilière sont la marque de la diffusion du jeu dans l'ensemble des couches sociales. B. Litherland examine la culture promotionnelle des sports de combat à Londres, exposant que la production des affiches et le système de défis correspondent à une gestion des événements sportifs par les pugilistes eux-mêmes, contribuant à leur célébrité. D. Day enfin montre que le développement du métier

d'entraîneur (ici dans le cadre des sports de combat anglais) va de pair avec l'identification de profils sportifs et de tactiques de combat, contribuant à distinguer le sportif entraîné du novice.

La troisième partie examine les discours sur la santé et les risques physiques. L'approche thématique permet de développer dans les trois articles les discours hygiénistes et leur prise en compte selon les genres et les classes sociales. A. Arcangeli analyse le discours sur les risques et la nécessité de l'exercice physique féminin dans l'Italie de la Renaissance, même si les femmes ne se conforment pas forcément au canon théorique. S. Cavallo et T. Storey retracent les pratiques sportives de la noblesse italienne et montrent un déclin progressif des exercices risqués (équitation et chasse) au cours du XVII^e siècle. Après avoir mentionné quelques discours normatifs du XVIII^e siècle allemand, M. Dinges rappelle que les témoignages autobiographiques postérieurs montrent que les activités sportives, pratiquées par toutes les couches sociales, sont plutôt évoquées dans les années de jeunesse et d'adolescence.

L'ultime partie interroge les enjeux de l'identité et du statut à travers le sport. B. A. Tlusty développe sa thèse d'une «éthique martiale» civique au XVI^e siècle dans le Saint-Empire, bientôt dépassée par la militarisation de la société, à travers le tir à l'arbalète et à l'arquebuse, mais aussi l'escrime. R. von Mallinckrodt examine les traités de natation français, mettant en avant les pratiques anciennes, mais aussi un discours vulgarisateur caractéristique de la production massive des Lumières. Enfin, l'article de M. Wert sur l'escrime japonaise constitue une nouvelle pierre dans le jardin de l'historiographie guttmannienne considérant le sport comme moderne et occidental. Wert montre que les changements sociaux du XVII^e au XIX^e siècle se caractérisent par l'institu-

tionnalisation des arts martiaux, motivant à la fois les guerriers et les élites rurales. Sans chercher à démontrer brutalement un primat britannique, le volume présente en tout cas une densité documentaire et une palette d'activités diverses outre-Manche qui incite à approfondir les autres espaces: sont-ils en marge de la naissance des sports modernes, ou suivent-ils un développement parallèle insuffisamment recherché? De ce fait, si certaines contributions évoquent des transferts culturels entre nations, une histoire transnationale marquée également par des comparaisons à l'échelle régionale reste encore à l'état d'ébauche. Dans le même registre de regrets, mentionnons – mais peut-on reprocher aux auteures les manques que l'on retrouve ailleurs? – l'absence d'études sur le monde ibérique ou américain. Cet ancrage historien et germano-britannique explique néanmoins que plusieurs références francophones (Mehl, Vigarello ou Vaucelle) ne soient évoquées qu'en passant, voire ignorées. On regrettera également que l'originalité du fait urbain n'ait pas été assez discutée. Enfin, certaines activités mentionnées auraient mérité à elles seules de larges développements. On pourra en particulier citer toutes celles mettant à contribution les animaux comme victimes d'une activité sportive et spectaculaire, ou encore comme instrument dans le cadre de la chasse ou de l'équitation. Quoi qu'il en soit, l'ouvrage est extrêmement recommandable, non seulement pour approfondir notre connaissance de l'histoire moderne, mais également pour appuyer les renouvellements axiomatiques de l'histoire du sport.

Jean-Dominique Delle Lucche (Toulouse)

Christian Hesse, Regula Schmid
und Roland Gerber (Hg.)
Eroberung und Inbesitznahme
Die Eroberung des Aargaus 1415
im europäischen Vergleich

Ostfildern, Jan Thorbecke Verlag, 2017, 320 S., € 45.–

Neben den Jubiläen Morgarten 1315 und Marignano 1515 oder auch dem für die Geschichte der Schweiz wichtigen Datum des Wiener Kongresses von 1815 stellt die eidgenössische Eroberung des Aargaus im Jahre 1415 im populären Geschichtsbewusstsein wohl das mit Abstand am wenigsten bekannte Jubiläum des «Superjubiläumsjahrs» 2015 dar. Der von Christian Hesse, Regula Schmid und Roland Gerber herausgegebene Sammelband thematisiert die wichtige, wenn nicht sogar zentrale Rolle dieses Ereignisses für die protostaatliche Ausbildung der Eidgenossenschaft im Laufe des 15. Jahrhunderts. Durch den gemeinsamen Besitz und die Verwaltung dieses ehemaligen habsburgischen Raumes fand das stark disparate Bündnissystem der verschiedenen eidgenössischen Bündnisorte zu einem festeren Zusammenhalt. Dieser Verbund mündete schliesslich in das zwar immer noch sehr unterschiedlich verfasste, aber dennoch sehr viel stärker als Einheit gegen aussen und gegen innen wahrgenommene «Corpus Helveticum» der Frühen Neuzeit. Zu begrüssen ist vor allem der Anspruch des Buches, die eidgenössische Eroberung des Aargaus von 1415 in einer vergleichenden Perspektive zu betrachten und dabei ähnliche Vorgänge aus dem europäischen Raum heranzuziehen. Die insgesamt siebzehn Beiträge fassen auf einer Tagung, welche vom 18. bis 20. Juni 2015 an der Universität Bern stattfand. Der einleitende Beitrag von Christian Hesse stellt die inhaltliche Konzeption und thematische Gliederung des Buches vor, wobei «Eroberung und Besetzung», «Herrschaft und Verwaltung» sowie «Legitimation

und Nachleben» als übergeordnete Themenbereiche für die Gliederung der Beiträge dienen. Das «Jubiläum» der Eroberung des Aargaus 1415 bildet dabei den Anlass, um «aus europäischer Perspektive Vorgänge der Eroberung, Beherrschung und Verwaltung sowie deren nachträgliche Rechtfertigung und historiographische Aufbereitung» (hinterer Klappentext) darzustellen. In diesem Sinne beschäftigen sich einige der Beiträge auch mit den Auseinandersetzungen zwischen Frankreich und England im Hundertjährigen Krieg (Beiträge von Anne Curry, Rémy Ambühl, Jean-Marie Moeglin) oder mit den Kämpfen zwischen den einzelnen Stadtstaaten auf der italienischen Halbinsel (Giorgio Chittolini, Michael Knapton). Leider ist diese konzeptionelle Gliederung des Buches im Inhaltsverzeichnis nicht ausgewiesen.

Peter Niederhäuser behandelt das problematische Verhältnis zwischen Herzog Friedrich IV. von Österreich und dem Reichsoberhaupt König Sigismund aus der Perspektive des gespannten persönlichen Verhältnisses zwischen den beiden Kontrahenten. Zwar verlor Habsburg die Herrschaft über den Aargau in dem durch Sigismund erklärten Reichskrieg, dennoch konnte er seine Herrschaft in Tirol mit dem Ausbau Innsbrucks zu einer «hauptstadtähnlichen Metropole» konstituieren und auf eine feste herrschaftliche Basis bringen. Roland Gerber behandelt die seit dem 14. Jahrhundert immer aktiver werdende Umland- und Territorialpolitik der Stadt Bern, die im weiteren Verlauf des Spätmittelalters dazu führte, dass die Aarestadt zum «grössten Stadtstaat» nördlich der Alpen wurde. Bern setzte dabei – gegenüber seinen verbündeten Eidgenossen – in durchaus eigennütziger Weise eigene territorialpolitische Interessen durch, um im habsburgischen Aargau Fuss zu fassen. Paolo Ostinelli beschreibt die Expansionspolitik der eidgenössischen Orte

Uri, Obwalden und Luzern im Gebiet südlich der Alpen im frühen 15. Jahrhundert, die in starkem Masse ökonomisch motiviert war, um den Export von Grossvieh auf die lombardischen Märkte zu sichern. Das Aufeinandertreffen zweier Rechtskulturen stellte innerhalb der Verwaltung der eroberten Gebiete eine spezielle Problematik dar, wobei die eidgenössischen «Herren» sich weitgehend auf die bestehenden kommunalen Verwaltungsstrukturen abstützten und zumindest mit einem Teil der lokalen Eliten zusammenarbeiteten. Giorgio Chittolini bringt die Territorialpolitik der Städte Mailand und Florenz in der Zeit des 14. und 15. Jahrhunderts zur Darstellung und zeigt die weitgehend konservative Politik dieser Stadtstaaten in der Verwaltung ihrer Territorien auf. Anne Curry behandelt in ihrem Beitrag die Politik des englischen Königs Heinrich V. im Gefolge seines Sieges in der Schlacht bei Agincourt 1415 gegen Frankreich und dessen Massnahmen zur Beherrschung der Normandie. In seinem Beitrag über die Eroberung der französischen Stadt Meaux 1422 durch englische Truppen schildert Rémy Ambühl die blutigen Repressalien gegen die kapitulierende Stadt. Martina Stercken rückt die prekären Herrschaftsverhältnisse in den habsburgischen Vorlanden im Vorfeld der Ereignisse von 1415 in den Fokus ihrer Betrachtungen. Geprägt waren diese nach der Schlacht bei Sempach 1386 und den nachfolgenden Entwicklungen zunehmend fragil gewordenen Herrschaftsverhältnisse einerseits durch die Bindung der verschiedenen kleinen mit Habsburg verbundenen Akteure (Landstädte, Adel) mit dem Herzogshaus und andererseits durch die zu einem Machtfaktor in der Region aufgestiegenen eidgenössischen Orte. Das Lavieren zwischen diesen beiden Herrschaftsträgern zur Sicherung des Landfriedens innerhalb dieser Gebiete bestimmte das Handeln solcher «kleinen» Akteure. Die Durchsetzung der eidgenös-

sischen Herrschaft im Aargau nach der Eroberung 1415 ist das Thema des Beitrags von Bruno Meier. Er behandelt das unterschiedliche Agieren einzelner in dieser Region ansässigen Adelsherrschaften (von Mülinen, von Hallwyl, Gessler, Baldegger), städtischer Kommunen (Baden), klösterlicher Gemeinschaften (Benediktinerabtei Muri) und der bischöflich-konstanziischen Ämter am Hochrhein (Klingnau, Kaiserstuhl) im Verhältnis zur neuen politischen Situation beziehungsweise zu den eidgenössischen «Herren». Barbara Studer Immenhauser beschäftigt sich in ihrem Beitrag mit der nur sehr zögerlichen herrschaftlichen Durchdringung der Stadt Bern im sogenannten Berner Aargau, während Anne-Marie Dubler die gemeinschaftliche Verwaltung durch die einzelnen eidgenössischen Orte der Gemeinen Herrschaften im Aargau einer genaueren Betrachtung unterzieht. Michael Knapton behandelt die Territorial- und Herrschaftspolitik Venedigs in seiner «Terraferma» im 15. und zu Beginn des 16. Jahrhunderts, wobei er dies ausdrücklich aus der Perspektive eines Vergleichs mit den eidgenössischen Verhältnissen im Aargau macht. Claudius Sieber-Lehmann arbeitet in seinem Beitrag die Zeit der «Aussöhnung» zwischen Habsburg und den eidgenössischen Orten heraus, welche mit der sogenannten «Ewigen Richtung» von 1474 ihren Anfang nahm und mit der «Erbeinung» von 1511 einen gewissen Abschluss fand. Der Beitrag von Carmen Tellenbach behandelt das Thema des durch die Eidgenossen erbeuteten Habsburger Archivs auf dem Stein zu Baden im Jahre 1415. Die langjährige Auseinandersetzung zwischen Habsburg und den Eidgenossen um das Archivgut zeigt die wichtige Bedeutung dieses «Gedächtnisspeichers» für Habsburgs Politik. Das historiografische Nachleben der «Eroberung und Inbesitznahme» wird in den beiden Aufsätzen von Regula Schmid und Jean-Marie Moeglin themati-

siert. Sowohl die eidgenössische Eroberung des habsburgischen Aargau 1415 wie auch die Kämpfe zwischen den Monarchien England und Frankreich um die englischen Ansprüche auf die französische Krone und französische Territorien spielten eine wichtige Rolle in der schweizerischen wie der französischen Geschichtsschreibung, vor allem auch im Hinblick der Ausbildung einer nationalen Identität. In einem «Summary and Perspectives» fasst Tom Scott die verschiedenen Beiträge in kritischer Weise zusammen und bietet einen vergleichenden Ausblick auf den europäischen Raum im Hinblick auf die Thematik der «Eroberung und Inbesitznahme» von Territorien. Störend wirken bei der Lektüre der Beiträge einzelne Ungenauigkeiten: So starb die Stadtgründerdynastie der Zähringer nicht 1250 aus, sondern bereits im Jahre 1218 (168). Auch sollte man den Begriff «Revolutionen» nicht als Synonym für lokale wie regionale «Unruhen» oder «Aufstände» in der vormodernen Gesellschaft verwenden (174). Ebenso war die Alte Eidgenossenschaft im Jahre 1788 noch nicht durch Napoleon unmittelbar bedroht gewesen (damals noch ein «kleiner» Artillerieoffizier in der französischen Provinz), geschweige denn, dass damals eine Französische Revolution im Jahre 1789 vorausgeahnt werden konnte (262). Ein Register der Personen und Orte schliesst das mit verschiedenen Abbildungen, Grafiken und Karten aufgelockerte Buch ab. Zumindest bei einzelnen Karten wäre eine grössere Auflösung wünschenswert gewesen (61). Trotzdem ist das Buch eine gelungene Darstellung zum Thema «Eroberung und Inbesitznahme», das insbesondere im Hinblick auf die herrschaftliche Durchdringung von Territorien durch kommunale wie auch monarchische Herrschaftsträger in vergleichender Perspektive mannigfache Erkenntnisse bringt.

Oliver Landolt (Schwyz)

Serge Gruzinski L'histoire, pour quoi faire?

Paris, Fayard, 2015, 192 p., € 18.–

L'auteur de *La pensée métisse* et des *Quatre parties du monde* a publié en 2015 une étude fort stimulante sur les fonctions de l'histoire, qui se présente plus précisément sous les traits d'un plaidoyer pour une histoire connectée. Critique comme tant d'autres face au comparatisme, Gruzinski pointe également le lien entre la construction des États nationaux et l'histoire, et l'ensemble des actrices et des acteurs qui s'employèrent dès le XIX^e siècle «à mettre dans la tête des populations des récits qui interprétaient l'Histoire comme une marche forcée vers la nation» (15).

L'auteur, qui nourrit très avantageusement ses écritures au prisme de ses propres expériences décentrées, puisque au-delà de sa fonction à l'EHESS, il fut également professeur à l'Université de Princeton ainsi qu'à l'Université fédérale de Pará à Belém, déplore que l'histoire, façonnée sur les contreforts européens, semble aujourd'hui incapable ou rétive à l'idée de passer à l'échelle continentale (16). Pourtant, il s'avère urgent de penser à l'échelle du globe, ne serait-ce que parce que l'histoire-monde se trouve actuellement sous influence (55) et que des effets substantiels de domination s'exercent sur l'écriture des passés. Dans ce sens, l'historien doit faire face à une concurrence ainsi qu'à une mondialisation des passés.

L'intérêt du travail de Gruzinski réside dans l'élaboration d'une histoire connectée pragmatique, débutée dans les années 1980, au sein de laquelle les processus de métissages et d'hybridations ont pris une place déterminante. Au péril d'une histoire globale proposant des fresques totalisantes, Gruzinski répond que cette histoire part toujours et nécessairement du local, pour voir avec quoi il se connecte. En d'autres termes, pour entrer en histoire

globale, il faut nécessairement passer par la porte du local (112).

Dans cet essai composé de huit chapitres, d'un avant-propos et d'un épilogue, cet ancien élève de l'École nationale des chartes ancre sa réflexion dans le présent, ou dans les mondes contemporains à partir desquels on peut remonter le temps. Il fait sien la formule de Touraine (2006): «Nous vivons dans un présent presque illimité qui absorbe une grande partie du passé et de l'avenir et rejette ce qu'il ne peut incorporer» (17–18). Dès lors s'essaie-t-il à «piéger le présent» dans une série de *case studies* (chapitres 1–4 et 6–8) à lire et relire. On retiendra par exemple l'analyse de la photographie de Kader Attia qui représente des enfants en train de jouer au football sous l'arc de Tazoult en Algérie, et dont Gruzinski reconstruit l'histoire plurielle en convoquant l'ensemble des contextes géographiques et en mêlant les disciplines savantes (18–24). Il montre ensuite, au travers d'une série d'exemples pertinents, que la mondialisation ibérique – comme les autres mondialisations – ne s'élaborent nullement en vase clos, mais mobilisent des technologies lointaines et des réseaux intercontinentaux. Il pointe aussi à plusieurs reprises le fait que l'histoire globale ou connectée relève d'une «occasion de saisir comment sont ressentis sur place et par chacun les effets de la dilatation des mondes» (164).

Ces études de cas s'articulent autour du cinquième chapitre intitulé *À monde globalisé, histoire globale?*, partie théorique dans laquelle Gruzinski explique sa conception de l'histoire connectée. Celle-ci n'a évidemment rien à voir avec la vieille histoire des civilisations et doit éviter plus encore de ressembler à un «patchwork d'essais et de signatures réunis sous le prétexte de couvrir un siècle et de parcourir le globe» (95). En passant, on pourrait se demander si cette dernière

remarque s'adresse au collectif dirigé par Patrick Boucheron et à son *Histoire mondiale de la France* (2017), ou à Pierre Singaravélou et Sylvain Venayre qui ont dirigé la même année une autre grande entreprise avec leur *Histoire du monde au XIX^e siècle?* Dans tous les cas, pour Gruzinski, «privilegier une histoire globale, c'est se focaliser sur les liens que les sociétés nouent entre elles, sur les articulations et les ensembles qu'elles constituent, mais aussi sur la manière dont ces agencements humains, économiques, sociaux, religieux ou politiques homogénéisent le globe ou résistent au mouvement» (96). C'est surtout une réflexion profonde sur la manière d'«enseigner un passé partagé» aux étudiantes et aux étudiants du monde, que Gruzinski propose de résoudre par une méthodologie triple.

En premier lieu, il s'agit de décroiser les murs des historiennes et des historiens, embourbés dans les héritages propres à leur discipline ou plus encore obnubilés par des «enclos bien gardés» (98). Dans ce sens est-il nécessaire d'accepter le récit historique des autres – et par là même des ancrages multiples – afin d'abandonner l'idée d'une toute-puissance de l'histoire européenne perçue comme mètre-étalon du globe. Puis, dans un deuxième temps, il faut recadrer ces passés pour perdre en eurocentrisme et prendre en compte une pluralité de scénarios, de partenaires, d'actrices et d'acteurs. Le dernier geste consiste à reconnecter «des passés que la tradition universitaire tient à l'écart l'un de l'autre» (106) pour tenter de produire une «histoire de bout en bout polyphonique» (109).

Dans cet essai aussi riche que complexe, foisonnant de pistes de travail et de réflexion pour les travaux à venir, on retrouve la lucidité remarquable de Gruzinski qui confirme les avantages d'interroger toutes formes de sources – de l'opéra à la photographie, en passant par

le théâtre de Pina Bausch, les cérémonies de Jeux olympiques et les séries télé comme *Game of Thrones* – dans le but de mieux saisir les chocs et les mécanismes par lesquels nos mondes se sont mêlés mais aussi afin de se défaire d'un «académisme routinier» (187).

Alexandre Fontaine (Wien)

Dorothe Zimmermann
Antikommunisten als Staatsschützer
Der Schweizerische Vaterländische
Verband, 1930–1948

Zurich, Chronos, 2019, 504 p., Fr. 58.–

Avant d'être érigé en quasi-doctrine officielle pendant la guerre froide, l'anticommunisme constituait déjà un code culturel, une convention si largement partagée qu'elle a encouragé des pratiques illégales au nom de la protection de l'État. Parmi ces pratiques figurait la collaboration des autorités avec des organisations privées, dont la *Schweizerischer Vaterländischer Verband* (Fédération patriotique suisse, ci-après FPS) apparaît comme le fer de lance. Le livre de Dorothe Zimmermann, issu d'une thèse de doctorat, en retrace l'évolution avec autant de soucis du détail que de la synthèse.

Créée en réaction à la grève générale de 1918, la faïtière des gardes civiques suisses s'est consacrée pendant trente ans à la lutte contre la subversion communiste, la social-démocratie et l'*Überfremdung*. Au plus fort de son expansion dans les années 1920, elle a compté jusqu'à 15 000 membres, avec des sections dominantes en Argovie, à Bâle, Zurich et Saint-Gall. Dans la première décennie de son existence, sujet d'une autre la thèse – encore non publiée – d'Andreas Thürer, elle revêtit un caractère paramilitaire et prétend assurer le fonctionnement des services en cas de

troubles sociaux. La deuxième période, sur laquelle se concentre Dorothe Zimmermann, s'étend des années 1930 à la dissolution de la FPS en 1948. La césure de 1930 correspond à un changement de cap de la FPS (abandon de ses oripeaux de milice, concentration sur le «renseignement») et au développement marqué de la protection de l'État. Dès cette période, la FPS a systématisé sa collaboration avec le Ministère public et les polices cantonales. Au lieu de les freiner, la création d'une police fédérale et d'un arsenal de lois «anti-subversives» dans les années 1930 s'est accompagnée d'une intensification de ces échanges. En vertu d'un accord tacite avec les autorités qui la considéraient comme un complément nécessaire à leur travail, la FPS a exercé une influence que l'historienne qualifie de massive jusqu'à la guerre. Après avoir esquivé de justesse la tentation frontiste qui séduisait certains de ses dirigeants, une série de faux pas la conduiront à sa perte: l'interpellation de son premier président, Eugen Bircher, en faveur d'une politique plus restrictive à l'égard des réfugiés juifs en 1944 suivie, en 1947, d'un scandale de corruption de la police zurichoise impliquant le dernier président de la FPS, Otto Heusser. Abordant son objet sous l'angle d'une histoire culturelle du politique, attentive à la manière dont pouvoir et sens sont produits dans le processus de communication (Foucault), l'auteure déploie ses résultats en cinq chapitres thématiques bien articulés. Consacré aux membres et aux réseaux de 1919 à 1948, le premier rappelle que la constitution de tels mouvements de défense paramilitaires n'était pas propre à la Suisse. En dépit d'une vocation essentiellement nationale, la FPS a noué très tôt des contacts avec des consœurs dans les pays voisins. Cet ancrage international contraste avec les difficultés de la Fédération à s'implanter véritablement en Suisse romande, où les associations

patriotiques se multipliaient. Cofondateur de la FPS aux côtés d'Eugen Bircher, l'avocat genevois Théodore Aubert en a été un temps le secrétaire romand, avant d'être exclu du comité. Des conflits de compétence et une concurrence auprès des bailleurs de fonds ont empoisonné les relations entre la FPS et l'Entente internationale anticommuniste qu'il a créée en 1924. Basée à Genève, la «Ligue Aubert» était mieux établie en Romandie et dans les cercles diplomatiques, tandis que la FPS jouissait d'une assise solide dans l'Armée. Toutes deux pouvaient se targuer d'un fort ancrage au sein des partis bourgeois (en particulier le Parti libéral), des milieux économiques et du gouvernement. L'inimitié n'a empêché ni les doubles affiliations ni un rapprochement pendant la guerre sous la bannière d'une «Action de résistance antirévolutionnaire». Dorothe Zimmermann estime que l'Entente était moins «importante» au regard de ses effectifs plus modestes et de ses relations perçues comme moins privilégiées avec les autorités – une appréciation sujette à caution. Sans dénier à la FPS le quasi-monopole de la délation, il faut rappeler que leurs champs d'action ne se recouvrent pas totalement (lorsqu'elle faisait campagne pour la Lex Häberlin II sur l'ordre public, l'EIA s'efforçait de prévenir l'admission de l'URSS à la SDN) et que l'Entente fonctionnait avec un budget environ deux fois supérieur à celui de la FPS.

Dans le chapitre sur les dénonciateurs et dans celui sur les experts et les lobbyistes de la FPS, Zimmermann s'emploie à mesurer la part concrète des organisations privées dans l'exercice du pouvoir. À la différence des études aux conclusions plus timides qui ont précédé, elle aborde de front cette question absolument centrale, grâce à un corpus impressionnant et maîtrisé de sources et de références. Conjugées à d'autres forces, les initiatives de

la FPS ont été suivies d'effets: déclenchement d'enquêtes de police sur la base de ses «Meldungen», contributions de ses «experts» à l'élaboration de lois (exclusion des communistes de l'administration fédérale en 1932, interdiction du Parti communiste en 1940), voire à la création d'une police fédérale. Cette dernière aboutit en 1935, au terme d'un processus ponctué d'échecs, notamment le rejet de la Lex Häberlin II par le peuple en 1934. Plus court, l'intéressant chapitre «*Erinnerungspolitik*» évoque la façon dont la Fédération a usé (et abusé) du récit bourgeois de la Grève générale de 1918 pour justifier son action. La désaffection du Conseil fédéral à son égard tient non seulement au caractère inopportun de son antisémitisme en 1944, mais encore à son incapacité de s'extraire de son schéma explicatif originel. Dans le nouveau contexte marqué par l'intégration des sociaux-démocrates au gouvernement et la concurrence entre l'Est et l'Ouest, elle n'a pas su adapter son discours et ses cibles pour empoigner, par exemple, la question des réformes sociales. L'auteure insiste également sur l'hétérogénéité de la FPS; quoique minoritaires, certains membres se sont aussi lassés de l'évocation obsessionnelle du spectre de 1918.

Le chapitre conclusif présente une synthèse chronologique bienvenue de l'évolution de la FPS jusqu'à sa disparition contrainte en 1948. Les autorités évacuent leur mauvaise conscience sans renier leurs choix. Fâcheux *timing* pour la Fédération qui aurait pu bénéficier de l'effet du coup de Prague pour rebondir. D'autres acteurs ont rapidement comblé l'espace. Notamment le Centre d'information de Marc-Edmond Chantre et Albert Münst, stipendié par la même *Wirtschaftsförderung* (ancêtre d'Economiesuisse) qui a contribué à la chute de la FPS en lui coupant les vivres. La riche conclusion sur les continuités et les ruptures d'après-guerre

aboutit à l'affaire Cincera qui a secoué le pays au milieu des années 1970. C'est seulement à la suite de cette polémique que le Conseil fédéral a défini la protection de l'État comme une compétence exclusive de ce dernier. Ainsi que le prouve le scandale des fiches en 1990, le recours aux informations douteuses et l'absence de contrôle démocratique ont encore eu de beaux jours devant eux.

Stéphanie Roulin (Fribourg)

**Francesca Falk
Gender Innovation and Migration
in Switzerland**

London, Palgrave Macmillan, 2019, 96 S., open access / \$ 31.–

Wo und wann bleibt Migration diskret hinter den Kulissen verborgen und wann wird sie auf der öffentlichen Bühne, sei es in der Rolle des Bösewichts oder des Opfers, unermüdlich als Hauptfigur inszeniert? Gegen die Einseitigkeiten, Lücken und Mythen, die das Repertoire der gesellschaftlichen Wahrnehmung und Darstellung von Migration prägen, legt Francesca Falks «Gender Innovation and Migration» den Akzent darauf, wie sich die Geschlechterverhältnisse in der Schweiz dank Migration emanzipatorisch veränderten. Auf die Geschlechterverhältnisse konzentriert sich Falk, weil Migration heute besonders oft als Hemmnis oder Gefahr für die Gleichberechtigung dargestellt wird. Dennoch ist dieser Fokus insofern «nur» exemplarisch, weil Falk gleichzeitig fordert, die Historiografie an sich zu «migrantisieren» (18). Deswegen geht ihr Beitrag zur laufenden Debatte, wie Migration in die historische Forschung einzubeziehen und in ihr zu behandeln sei, darüber hinaus, die bestehende Migrationsgeschichte programmatisch zu erneuern.

Die Geschichtsschreibung zu migrantisieren heisse, «auf alles anders zu blicken», wie es Falk kürzlich in einem Debattenbeitrag in der *Schweizerischen Zeitschrift für Geschichte* weiter ausgeführt hat; das bedeutet, Migration auch dann und dort mitzudenken oder zu suchen, wo diese nicht auf Anhieb ins Auge sticht. Falk argumentiert überzeugend, dass die geforderte Migrantisierung der Geschichte nicht darin bestehen kann, sich an einer Reihe mehr oder weniger naheliegender Themen und Phänomene abzarbeiten, sondern darin liegt, eine Perspektive zu entwickeln, die sowohl einzelne Gegenstände als auch grössere historische Zusammenhänge auf die konstitutive Dimension von Migration hin befragbar macht. Dabei ist es der Autorin wichtig, Migration nicht zu glorifizieren und statt Problemen einzig Potenziale zu sehen. Nicht Migration an sich sei gut oder schlecht, sondern die Bedingungen, unter denen sie stattfindet. Letztere seien gemacht und nicht einfach gegeben, betont Falk. Wie die politischen, ökonomischen und sozialen Bedingungen, unter denen Menschen migrieren, ausgestaltet seien, hänge auch davon ab, wie Migration in Geschichte und Gegenwart wahrgenommen werde. Geschichte durch die «Linse der Migration» (87) zu betrachten, formuliert die Autorin den Anspruch ihres Ansatzes, bereichere nicht nur etablierte Wissensbestände mit neuen Einsichten, sondern verändere den Blickwinkel, aus dem heraus wir uns unsere Vergangenheit und Gegenwart erzählen, und erlaube es, auch andere Vorstellungen von der Zukunft zu entwerfen.

In ihrem Buch verbindet Falk die geschilderten konzeptionellen Überlegungen mit einer (um auf das eingangs herangezogene Bild des Theaters zurückzukommen) Vorschau auf Stoffe, die ins Programm der neuen Spielzeit gehören. In diesem Sinn nimmt sich die Autorin im empi-

rischen Teil des Buchs nebst noch nicht beziehungsweise erst wenig erforschten Themen wie jenen der Kinderbetreuungsstätten und des Zugangs zu höherer Bildung für Frauen auch der Geschichte des Kampfs der Frauen um das Wahl- und Stimmrecht an. An Letzterer legt Falk dar, dass es sich lohnt, auch bereits relativ gut erforschte Sachverhalte neu in den Blick zu nehmen und nach der Rolle direkter und indirekter Erfahrungen von Migration zu fragen. So zeigt sie beispielsweise an so unterschiedlichen Figuren wie Marie Goegg-Pouchoulin, Iris von Roten, Elisabeth Pletscher oder Ottilia Paky-Suter, dass sich Migration in verschiedenen Formen bei vielen prominenten Frauenrechtlerinnen auf deren Engagement auswirkte. Interessant und vielversprechend am Kapitel über «Female Suffrage» ist zudem, wie der veränderte Blick auf Vertrautes gleichzeitig auch neue und überraschende Problematiken und Zusammenhänge hervortreten lässt. Im Unterkapitel «1929: Fighting Women in Nigeria and Switzerland» macht Falk darauf aufmerksam, dass 1929 nicht nur das Jahr war, in dem die Frauenstimmrechtsbewegung in Bundesbern eine Petition von etwa einer Viertelmillion Unterschriften einreichte, sondern auch dasjenige des «Women's War», bei dem sich Zehntausende nigerianische Frauen offen mit der Kolonialregierung und den «local chiefs» anlegten. Aussagekräftig wird diese zeitliche Übereinstimmung erst dadurch, dass Falk sie, immer entlang des Fadens des Frauenstimmrechts, in die Geschichte der «Modelldemokratie Schweiz» einbettet und aufzeigt, wo diese Berührungspunkte mit der Dekolonisation (in Nigeria) aufweist und wie sich dabei Rassismus und Sexismus überkreuzten. Eine «république nègre» könne das Frauenstimmrecht einführen, bleibe aber eine «république nègre», während die Schweiz ihre politische Reife zur Genüge bewiesen habe, auch wenn Frauen

hier nicht wählten und abstimmten, erklärte etwa ein liberaler Nationalrat 1958 im Vorfeld der ersten eidgenössischen Abstimmung über die politischen Rechte der Frauen. Das schon an sich interessante Votum bezieht Falk einerseits auf den Umstand, dass im gleichen Jahr in Südnigeria die Ausweitung des Wahlrechts auf Frauen einsetzte, und die Entwicklungshilfeorganisation Helvetas andererseits zwölf nigerianische Studenten in die Schweiz einlud, um ihnen anhand eines Besuchs in einer Rekrutenschule und bei der Zürcher Stadtpolizei die Schweizer Demokratie näherzubringen. Gerade dieses Beispiel zeigt, wie Falk es versteht, auf wenigen Seiten die Konturen noch zu schreibender Geschichten zu umreißen. Letzteres heisst auch, dass die inhaltlichen Kapitel des Buchs keine fertig ausgearbeiteten Fallstudien darstellen. Hiervon zeugen schon allein die verschiedenen Bemerkungen, das Behandelte werde von der Autorin in künftigen Studien vertieft oder es sei vielversprechend für weiterführende Untersuchungen. In den Augen des Schreibenden erfüllen die thematischen Kapitel allerdings zusammengekommen den Zweck durchaus, der ihnen in der Studie zukommt: Sie machen anschaulich, dass sich die von der Autorin im ersten Teil entworfene Forschungsperspektive praktisch bewährt, fördern erste neue Erkenntnisse zutage und machen Lust auf mehr. Im Ergebnis siedelt sich der Beitrag daher zwischen Forschungsagenda und herkömmlicher Monografie an. Das Buch habe, drückt es Falk selbst aus, eine Richtung, aber kein Ende. Aus den konzeptionellen Überlegungen und Prämissen sei abschliessend nur noch eine herausgegriffen, die für die Studie zentral und doch über die Themen Migration und Geschlechterverhältnisse hinaus von Interesse ist: In welchem Verhältnis stehen sozialer Wandel und Emanzipation? Für diese Frage ist besonders das

Kapitel zu Geschichte und Gegenwart der Kindertagesstätten interessant: Die im Zug des Nachkriegsbooms aus praktischen Erwägungen ausgebauten, aber schlecht angesehenen Kindertagesstätten entwickelten, in der Darstellung Falks, nach den beiden Ölschocks der 1970er-Jahre und dem entsprechenden Rückgang in der Nutzung durch Kinder aus Familien von «Gastarbeiterinnen und Gastarbeitern» eine «eigene Kraft» (50), um externe Kinderbetreuung gesamtgesellschaftlich zu normalisieren. Steigerten in der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts Kindertagesstätten tatsächlich *kraft ihrer Existenz* die gesellschaftliche Akzeptanz weiblicher Erwerbsarbeit und entsprechender Familien- und Kinderbetreuungsmodelle jenseits des Hausfrauenmodells? Zwar räumt die Autorin ein, für diese Entwicklung seien auch «andere Faktoren» (50) mitverantwortlich gewesen. Gleichzeitig betont sie aber explizit, dass ihr Beispiel zeige, dass emanzipatorische Veränderung auch ohne offen formulierte Kritik vorantreiben könne. Hierin steckt eine historiografische und politische Grundsatzfrage: Kann Emanzipation allein aus nichtintendierten sozialen und ökonomischen Prozessen resultieren, das heißt, kommt sie ohne Subjekt aus, das seine eigene Befreiung betreibt und artikuliert? Darüber lohnte es sich, vertieft zu diskutieren. Wichtig zu betonen ist, dass sich diese kritische Rückfrage an das Werk einer Autorin richtet, die darin, wie in früheren Arbeiten, explizit und gekonnt zur Reflexion einlädt, welche intellektuellen und politischen Einsätze die verschiedenen Weisen, eine Geschichte zu erzählen, jeweils ins Spiel bringen. So gesehen ist «Gender Innovation and Migration» auch deshalb ein gelungenes Buch, weil es – mit und auch gegen den Text – zum Weiterdenken einlädt.

Jonathan Pärli (Freiburg)

Paolo Barcella, Alessandro Moreschi, Mattia Pelli, Gabriele Rossi, Nelly Valsangiacomo

Scioperare nel Duemila

Le Officine ferroviarie di Bellinzona e la memoria operaia

Roma, Donzelli, 2018, 166 p. € 24.–

La grève des ateliers CFF de Bellinzone, en mars 2008, a secoué le monde politique suisse et attiré une large attention médiatique, y compris à l'étranger. En réaction au plan de la direction des CFF de supprimer 120 emplois, des centaines de travailleurs (les ateliers restent un monde essentiellement masculin) se mettent en grève durant 33 jours et occupent l'usine. Bénéficiant d'un large soutien populaire, le mouvement sort de la lutte victorieux: le plan de restructuration est ajourné, des négociations entamées avec le comité de grève, mais les ateliers ne sont pas pour autant définitivement sauvés: onze ans plus tard, l'avenir reste incertain. L'initiative lancée durant la grève, «*Giù le mani dalle Officine*», qui visait à ancrer le pôle industriel à Bellinzone, a été rejetée par plus de 60 % de la population tessinoise le 19 mai 2019.

La grève et le mouvement social qui l'a accompagnée ont marqué profondément le Tessin et la Suisse. Dès mars 2008, la Fondation Pellegrini Canevascini, qui conserve et valorise la mémoire ouvrière de la Suisse italienne, recueille les documents qui permettront de retracer cette histoire, et le Conseil d'État tessinois octroie un crédit aux archives cantonales pour conserver le fonds. Nelly Valsangiacomo coordonne également un projet d'histoire orale et interviewe, avec les coauteurs de ce livre, une septantaine de syndicalistes, travailleurs et familles qui ont participé à la grève. Ces témoignages audiovisuels, qui ont déjà été montrés au public dans une exposition en 2013 aux archives cantonales tessinoises, sont dépo-

sés dans le fonds Pellegrini Canevascini mais ne sont pas encore entièrement ouverts aux chercheurs et aux chercheuses. Il faut donc se contenter pour l'instant des larges extraits présentés dans cet ouvrage dont ils forment le cœur.

Recueillis dans les mois qui ont suivi la grève, les témoignages livrent une parole vive et pleine d'émotion. Organisés ici en sept thématiques, les extraits laissent percevoir la diversité des engagements, des motivations, et également des bilans personnels, certains en demi-teinte. Parmi les personnes interrogées, plusieurs se disent fières de leur lutte, mais révèlent aussi les tensions générées, les peurs, les espoirs et les déceptions.

La lecture des témoignages rend compte des impacts concrets de la décentralisation opérée par les CFF dès la fin des années 1990: déréglementation, flexibilisation des temps de travail, rationalisation et externalisation de certains services, ont pesé sur la manière de travailler, bien avant que les CFF n'annoncent leur décision de restructurer les *Officine*. La réaction timide du Syndicat du personnel des transports SEV a poussé nombre de travailleurs à rejoindre les rangs du syndicat UNIA, principal soutien et organisateur de la grève de 2008. Pour certains, il s'agit de leur premier contact avec un syndicat, comme cet ingénieur, qui a longtemps estimé qu'avec son poste il n'aurait jamais besoin d'un syndicat et qui, finalement, fera partie du comité de grève. On perçoit également à plusieurs reprises dans les témoignages rassemblés la lassitude des travailleurs face au manque de considération de la direction. On y lit également la tension qui s'accumule durant les mois précédents la grève, des mois chargés de rumeurs, d'informations contradictoires, à tel point que le 7 mars, lorsque le personnel décide de cesser le travail le lendemain matin, c'est pour beaucoup un soulagement – même pour celui qui raconte

n'avoir jamais pensé à la grève en trente ans de travail. Les indécis, ou les modérés, comme l'explique un ouvrier, se sentent vite encouragés par la formidable solidarité qui leur est témoignée que ce soit par des manifestations ou des gestes du quotidien, comme ces conducteurs de train qui font siffler leurs locomotives en passant à proximité des usines. De quoi rendre espoir à ceux qui craignent, dès les premières heures de la grève, de perdre leur travail à l'issue d'une lutte qu'ils peinent à imaginer dans le contexte helvétique.

En effet, comme le rappelle Nelly Valsangiacomo dans un des chapitres qui introduisent ces témoignages, les conflits sociaux font partie intégrante de l'histoire de la Suisse moderne, mais ont longtemps été éclipsés de la mémoire collective et de l'historiographie par le poids de la «paix du travail», érigée en véritable mythe dans la seconde moitié du XX^e siècle. L'historienne le rappelle et souligne l'intérêt de cet objet d'étude qui suscite actuellement un certain regain d'intérêt. Elle regrette toutefois le peu d'études portant sur le Tessin, notamment en ce qui concerne le premier tiers du XX^e siècle, agité de grèves défensives et spontanées peu documentées.

Et pourtant, comme on peut le lire dans le chapitre consacré en particulier aux *Officine* par Gabriele Rossi, le sud des Alpes est un terrain fécond pour une histoire des luttes syndicales. La première ligne ferroviaire à passer par Bellinzona est construite en 1874, dans le cadre de l'ambitieux projet de tunnel du Gotthard. Dès 1874, un premier atelier est inauguré à Bellinzona mais la concurrence est rude avec d'autres communes, comme Biasca ou Altdorf, pour accueillir le siège central, et il faut attendre 1884 pour voir la signature d'un accord entre la municipalité et le Gottardbahn. Très vite, les ateliers emploient des centaines d'ouvriers,

souvent jeunes, issus de villages bordant la ligne de chemin de fer. Les *Officine* prennent dès lors une importance considérable, que ce soit pour le tissu économique de la région ou pour les CFF. Les grèves n'épargnent pas les ateliers – les ouvriers prennent d'ailleurs part à celle de 1918. Ce n'est cependant qu'avec la crise économique du début des années 1970 que se font sentir les premières menaces concrètes sur l'emploi. Alors que les travailleurs étrangers sont licenciés en masse, les CFF envisagent une première fois de supprimer les ateliers, une idée provisoirement abandonnée en 1984 grâce notamment à l'implication des autorités tessinoises. En 1998, les CCF sont transformés en société anonyme. Formellement en main de l'État, leur gestion s'inspire désormais du nouveau type de management. La réorganisation qui s'ensuit débouche sur les premiers plans de restructuration – et de licenciements – auxquels vont s'opposer les ouvriers en se mettant en grève en 2008.

Accompagnée du documentaire *Giù le mani* de Danilo Catti, cette publication est résolument engagée du côté des grévistes et de leurs familles dont il s'agit ici de préserver les témoignages. *Scioperare nel Duemila* apporte ainsi une nouvelle pièce à l'histoire des grèves en Suisse, et souligne ainsi l'intérêt à continuer à explorer ce sujet encore faiblement couvert par la recherche.

Pauline Milani (Fribourg)